



Déclaration commune des membres du Comité Européen du 28 Mai 2025 :

Partout dans Thales, les relations sociales se durcissent : assignations en justice, menace à des salariés en grève en France, mises sous pressions de militants (en Belgique, au R.U., en Allemagne, et en France). En France, les quatre coordinateurs des intercentres CFDT et CGT de Thales ont été convoqués par la Direction des Ressources Humaines du Groupe à un entretien préalable à une éventuelle sanction disciplinaire.

La Direction leur reproche l'utilisation de mails professionnels pour avoir envoyé une enquête d'opinion aux salariés en France, pour recueillir leur avis sur la politique salariale 2025. Cette enquête d'opinion a été décidée et rédigée par les 4 Organisations Syndicales représentatives du Groupe en France, la CFDT, la CFE-CGC, la CGT et la CFTC.

Cette démarche marque un virage profond de la part de la Direction dans les relations sociales, la Direction contestant le droit des Organisations Syndicales à recueillir l'avis des salariés dont elles sont les représentants.

Cette convocation est une attaque de l'objet des mandats de l'ensemble des représentants syndicaux dans le groupe à porter la voix des salariés, à les accompagner, et à faire valoir leurs droits dans leur vie au travail.

Nous considérons cette démarche comme une attaque inacceptable contre les libertés fondamentales de chaque salarié du Groupe, et une menace pour l'ensemble des pays européens.

Nous vous demandons de vous assurer qu'aucune sanction ne sera prise contre les coordinateurs français, et que vous fassiez passer une consigne claire de retour à un dialogue social apaisé.

Il est incompréhensible que la direction, dans un climat social déjà tendu, choisisse l'escalade plutôt que l'apaisement et la recherche de consensus. Choisir l'intimidation directe de quatre représentants syndicaux, alors que plus de 10 000 salariés réclament plus de reconnaissance de la part de Thales, c'est inquiétant pour la dynamique de notre entreprise et son management.

Pourtant, un dialogue social plus constructif est possible, comme cela est le cas à Hengelo aux Pays-Bas.

Pour ces raisons, nous dénonçons ces démarches d'intimidations devant l'ensemble du Comité Européen, via cette déclaration.



Common statement from the members of the European Work Council on the 28th of May 2025:

Everywhere in Thales, social relations are hardening: court summons, threats against workers on strike in France, put under pressure of activists (in Belgium, in U.K., in Germany, and in France). The four coordinators of the CFDT and CGT unions within Thales were invited by Human Resources to individual meetings prior to any disciplinary action.

The Management reproaches them for using professional emails to send an opinion survey to employees in France, to collect their opinions on the wage policy 2025. This opinion poll was decided and written by the 4 representative trade union organizations of the Group in France, CFDT, CFE-CGC, CGT and CFTC.

This step marks a profound change on the part of the management in social relations, the management contesting the right of trade union organizations to obtain the opinion of the employees they represent.

This call is an attack on the mandate of all union representatives in the group to speak for employees, to accompany them and to assert their rights in their working lives.

We consider this approach to be an unacceptable attack on the fundamental freedoms of each employee of the Group, and a threat to all European countries.

We ask you to ensure that no sanctions will be taken against the French coordinators, and that you pass a clear instruction to return to a peaceful social dialogue.

It is incomprehensible that the leadership, in an already tense social climate, chooses escalation over appeasement and consensus-building. Choosing to directly intimidate four union representatives, when more than 10,000 employees are demanding more recognition from Thales, is worrying for the dynamics of our company and its management.

However, a more constructive social dialogue could be possible, as it is the case in Hengelo in Netherlands.

For these reasons, we denounce those bullying approach before the whole of the European Committee, through this declaration.